

Les crédits

et non pas pour alourdir le fardeau des contribuables à revenu modeste, comme le clame l'opposition aujourd'hui.

Nous avons également clairement indiqué que nous considérons que, pour alléger le poids de l'appareil gouvernemental, il faut d'abord en réduire la taille et en supprimer le superflu et les gaspillages. Ce sont, encore une fois, des arguments qui ont été soulevés par l'opposition et nous avons déjà pris des mesures très concrètes en ce sens.

C'est ainsi que, la semaine dernière, le ministre responsable du Renouveau de la fonction publique a déposé un projet de loi visant la suppression ou la rationalisation de 22 organismes. Cela permettra aux contribuables d'économiser près de un million et demi de dollars. Je comprends que c'est très peu et que ce n'est en somme qu'une goutte dans l'océan, mais je sais que ce budget sera le résultat de l'examen le plus poussé des programmes et des opérations du gouvernement jamais effectué dans l'histoire moderne du pays.

Je suis aussi convaincu que le budget montrera à tous les Canadiens que nous avons le courage d'accorder le geste à la parole et de tenir nos engagements. Nous avons besoin de l'action menée pour réduire le coût et le poids du gouvernement parce qu'elle est essentielle à l'atteinte des buts que nous avons fixés l'an passé en matière de réduction du déficit. Et c'est justement cette question précise du déficit, dans les débats d'hier et d'aujourd'hui, qui fait clairement ressortir les lacunes fondamentales des deux partis de l'opposition.

[Traduction]

Pour le Parti réformiste, la seule préoccupation semble être d'éliminer le déficit sans la moindre augmentation de taxes ou d'impôts. Il semble penser que l'élimination du déficit, à elle seule, assurera le succès et le renouveau économiques du Canada. Il refuse de reconnaître que le gouvernement a un rôle à jouer dans la promotion du développement économique et dans la protection des Canadiens dans le besoin.

Il est également intéressant de noter que là où le Parti réformiste ne voit que le déficit, le Bloc semble oublier complètement qu'il existe. Le résultat c'est une motion, à propos du budget, qui ne tient aucun compte des problèmes financiers réels du Canada.

[Français]

Après tout, parmi les cousins séparatistes du Bloc à Québec, il y a un ministre des Finances qui considère que nos obligations liées à la dette publique sont de nature à n'être honorées que quand il semble bon de le faire. Mais notre gouvernement refuse de se dégager de ses responsabilités. Nous sommes conscients du fardeau des décennies de dettes et de déficits galopants qui se traduit par des impôts et des taux d'intérêt élevés, et par une confiance chancelante de la part des investisseurs; ce sont autant de facteurs qui nuisent à la croissance et à la création d'emplois.

Vous savez, les dernières déclarations du ministre des Finances du Québec n'ont pas aidé la cote de la province, car elle se fait au détriment de la classe moyenne.

Cependant, notre gouvernement est déterminé à faire ce qu'il faut pour soutenir la croissance et créer des emplois dans chacune des régions du pays, notamment au Québec. Et pour atteindre ces objectifs, il faut absolument, comme les Canadiens eux-mêmes l'exigent, que nous mettions en place une stratégie efficace de réforme financière.

[Traduction]

Notre gouvernement estime que pour vaincre la dette il faut avoir une base solide et crédible. Cela signifie s'en tenir à l'objectif que nous nous sommes fixé, à savoir ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB en trois ans.

C'est exactement ce que nous ferons, «quoi qu'il arrive» comme disait le ministre. Le déficit est actuellement à près de 6 p. 100 du PIB et n'a jamais été autour de 3 p. 100 depuis 1974-1975, c'est-à-dire depuis 20 ans.

• (1605)

[Français]

Il y a autre chose: le fait de fixer des objectifs précis en matière de réduction du déficit constitue un changement important par rapport à ce qui s'est fait par le passé. C'est pourquoi notre gouvernement a adopté une autre attitude. Nous avons fixé des objectifs réalistes et nous allons prendre les mesures nécessaires pour produire des résultats concrets. La réussite que nous connaissons sur ce plan renforcera la crédibilité de notre objectif à long terme, soit l'élimination totale du déficit.

[Traduction]

Nous sommes d'avis qu'il est préférable d'établir des objectifs à court terme, de définir concrètement des étapes et de les respecter. Avec un objectif à court terme, il n'y a pas d'excuse pour un retard et il n'existe aucun motif acceptable pour éviter de prendre des mesures sévères afin de s'attaquer au problème. Quand on fixe un objectif à long terme irréaliste, on peut toujours trouver une excuse pour reporter continuellement au lendemain les mesures désagréables.

Nous ne nous sommes pas contentés de fixer un but. Le budget de l'an dernier a comporté une initiative importante et fondamentale. Il a énoncé des mesures pour réduire le déficit de 20 milliards de dollars en trois ans. Chaque dollar de revenu devait correspondre à une coupe de cinq dollars dans les dépenses. En 10 ans, aucun budget n'est aussi déterminé à comprimer les dépenses.

Nous savons en outre qu'il faudra probablement prendre des mesures encore plus rigoureuses. Le problème réside dans les taux d'intérêt. Ces taux sont beaucoup plus élevés que le secteur privé et nous l'avions prévu.

Les pressions qui s'exercent sur le marché du travail ne font pas mystère. Tout d'abord, il y a la banque centrale des États-Unis qui prend des mesures pour juguler l'inflation américaine. Ensuite, il y a toujours une certaine préoccupation à l'égard de la situation québécoise et l'inquiétude que soulève le fardeau de la dette et du déficit du Canada.

Le problème, c'est notre dette accumulée de 500 milliards de dollars. Cette dette est tellement élevée que la moindre hausse des taux cause un effet terrifiant. L'an dernier, les frais d'intérêt sur la dette ont accaparé près de 40 milliards des dollars des contribuables. Ces frais ont représenté la plus forte dépense du